Loi n° 1.529 du 29 juillet 2022 portant diverses dispositions d'ordre économique et juridique

Type	Texte législatif
Nature	Loi
Date du texte	29 juillet 2022
Publication	Journal de Monaco du 12 août 2022 ^[1 p.7]
Thématiques	Publicité foncière et droit d'enregistrement ; Sûretés - Général

Lien vers le document : <https://legimonaco.mc/tnc/loi/2022/07-29-1.529@2022.08.13>

LEGIMONACO

www.legimonaco.mc

Table des matières

Chapitre I - Des droits de mutation à titre gratuit	3
Chapitre II - Du droit international privé	3
Chapitre III - Du droit des sûretés et du crédit	3
Section I - Le gage de monnaie, d'instruments financiers et de produits financiers structurés	3
Section II - De la responsabilité des créanciers en cas de concours consentis aux entreprises en difficulté	3
Section III - De la garantie autonome	3
Section IV - Du nantissement	3
Section V - De la cession de créances professionnelles	4
Chapitre IV - Des activités financières	5
Chapitre V - Du droit des affaires	5
Chapitre VI - Dispositions transitoires et finales	6
Notes	7
Notes de la rédaction	7
Liens	7

Chapitre I - Des droits de mutation à titre gratuit

Article 1er

Voir l'article 21-2 de la loi n° 580 du 29 juillet 1953.

Chapitre II - Du droit international privé

Article 2

Voir l'article 70 du Code du droit international privé.

Article 3

Voir l'article 7-1 de la loi n° 1.448 du 28 juin 2017.

Chapitre III - Du droit des sûretés et du crédit

Section I - Le gage de monnaie, d'instruments financiers et de produits financiers structurés

Article 4

Voir l'article 2 du Code de commerce.

Article 5

Voir l'article 59-1 du Code de commerce.

Article 6

Voir l'article 61-1 du Code de commerce.

Section II - De la responsabilité des créanciers en cas de concours consentis aux entreprises en difficulté

Article 7

Voir l'article 612 du Code de commerce.

Section III - De la garantie autonome

Article 8

L'intitulé du Titre XIV du Code civil est modifié comme suit :
« Titre XIV - Du cautionnement et de la garantie autonome ».

Article 9

Voir l'article 1882-1 du Code civil.

Article 10

Voir l'article 1251 du Code civil.

Section IV - Du nantissement

Article 11

Voir l'article 5 de l'ordonnance-loi n° 676 du 2 décembre 1959.

Article 12

Voir l'article 9 de l'ordonnance-loi n° 676 du 2 décembre 1959.

Article 13

Voir l'article 5 de l'ordonnance du 23 juin 1907.

Article 14

Voir l'article 8 de l'ordonnance du 23 juin 1907.

Article 15

Voir l'article 5 de l'ordonnance-loi n° 664 du 23 mai 1959.

Article 16

Voir l'article 7 de l'ordonnance-loi n° 664 du 23 mai 1959.

Section V - De la cession de créances professionnelles

Article 17

Tout crédit qu'un établissement de crédit ou qu'une société de financement consent à une personne morale de droit privé ou de droit public, ou à une personne physique dans l'exercice par celle-ci de son activité professionnelle, peut donner lieu au profit de cet établissement, ou de cette société, par la seule remise d'un bordereau, à la cession par le bénéficiaire du crédit, de toute créance que celui-ci peut détenir sur un tiers, personne morale de droit public ou de droit privé ou personne physique dans l'exercice par celle-ci de son activité professionnelle.

Peuvent être cédées les créances liquides et exigibles, même à terme. Peuvent également être cédées les créances résultant d'un acte déjà intervenu ou à intervenir mais dont le montant et l'exigibilité ne sont pas encore déterminés.

Les mentions obligatoires du bordereau sont définies par ordonnance souveraine ^[1].

En cas de contestation portant sur l'existence ou sur la transmission d'une de ces créances, le cessionnaire pourra prouver, par tous moyens, que la créance objet de la contestation est comprise dans le montant global porté sur le bordereau.

Le titre dans lequel une des mentions obligatoires visées au troisième alinéa fait défaut ne vaut pas comme acte de cession de créances professionnelles au sens des articles 17 à 23.

Article 18

Même lorsqu'elle est effectuée à titre de garantie et sans stipulation d'un prix, la cession de créances transfère au cessionnaire la propriété de la créance cédée.

Sauf convention contraire, le signataire de l'acte de cession est garant solidaire du paiement des créances cédées.

Article 19

Le bordereau est signé par le cédant, au moyen d'une signature manuscrite ou d'une signature électronique suivant les conditions exigées par l'article 1163-3 du Code civil.

Le bordereau peut être stipulé à ordre.

Le bordereau n'est transmissible qu'à un autre établissement de crédit ou une autre société de financement.

Article 20

La date sur le bordereau est apposée par le cessionnaire.

La cession prend effet entre les parties et devient opposable aux tiers à la date apposée sur le bordereau lors de sa remise, quelle que soit la date de naissance, d'échéance ou d'exigibilité des créances, sans qu'il soit besoin d'autre formalité, et ce quelles que soient la loi applicable aux créances et la loi du pays du domicile des débiteurs.

À compter de cette date, le client de l'établissement de crédit ou de la société de financement bénéficiaire du bordereau ne peut, sans l'accord de cet établissement ou de cette société, modifier l'étendue des droits attachés aux créances représentées par ce bordereau.

La remise du bordereau entraîne de plein droit le transfert des sûretés, des garanties et des accessoires attachés à chaque créance, y compris les hypothèques, et son opposabilité aux tiers sans qu'il soit besoin d'autre formalité.

En cas de contestation de la date portée sur le bordereau, l'établissement de crédit ou la société de financement susmentionné rapporte, par tous moyens, l'exactitude de celle-ci.

Article 21

L'établissement de crédit ou la société de financement mentionné à l'article 17 peut, à tout moment, interdire au débiteur de la créance cédée, de payer entre les mains du signataire du bordereau.

À compter de cette notification, dont les formes sont fixées par ordonnance souveraine ^[1], le débiteur ne se libère valablement qu'après dudit établissement ou de ladite société.

Article 22

Sur la demande du bénéficiaire du bordereau, le débiteur peut s'engager à le payer directement. Cet engagement est constaté, à peine de nullité, par un écrit intitulé : « Acte d'acceptation de la cession d'une créance professionnelle ».

Dans ce cas, le débiteur ne peut opposer à l'établissement de crédit ou la société de financement mentionné à l'article 17 les exceptions fondées sur ses rapports personnels avec le signataire du bordereau, à moins que ledit établissement ou ladite société, en acquérant ou en recevant la créance, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Article 23

Le bordereau prévu à l'article 17 peut être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Chapitre IV - Des activités financières

Article 24

Voir l'article 42-1 de la loi n° 1.338 du 7 septembre 2007.

Article 25

Voir l'article 23 de la loi n° 1.338 du 7 septembre 2007.

Article 26

Voir l'article 23-3 de la loi n° 1.338 du 7 septembre 2007.

Article 27

Voir l'article 29 de la loi n° 1.338 du 7 septembre 2007.

Article 28

Voir l'article 29-1 de la loi n° 1.338 du 7 septembre 2007.

Article 29

Voir l'article 29-2 de la loi n° 1.338 du 7 septembre 2007.

Chapitre V - Du droit des affaires

Article 30

Voir l'article 7 de la loi n° 1.144 du 26 juillet 1991.

Article 31

Voir l'article 38 de la loi n° 408 du 20 janvier 1945.

Article 32

Voir l'article 39 de la loi n° 408 du 20 janvier 1945.

Article 33

Voir l'article 51-7 du Code de commerce.

Article 34

Voir l'article 51-13 du Code de commerce.

Chapitre VI - Dispositions transitoires et finales

Article 35

Les dispositions de l'article 11 sont applicables aux nantissements inscrits au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi ; les nantissements de véhicules automobiles déjà inscrits et encore effectifs au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi conservent le privilège pendant une période de dix ans à compter de leur inscription.

Article 36

Les dispositions de l'article 14 sont applicables aux nantissements inscrits au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi ; les nantissements des fonds de commerce déjà inscrits et encore effectifs au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi conservent le privilège pendant une période de dix ans à compter de leur inscription.

Article 37

Les dispositions de l'article 15 sont applicables aux nantissements inscrits au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi ; les nantissements des biens d'équipement déjà inscrits et encore effectifs au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi conservent le privilège pendant une période de dix ans à compter de leur inscription.

La présente loi est promulguée et sera exécutée comme loi de l'État.

Notes

Notes de la rédaction

1. ^{^ [p.4] [p.5]} Voir l'Ordonnance Souveraine n° 9.819 du 9 mars 2023.

Liens

1. Journal de Monaco du 12 août 2022
^{^ [p.1]} <https://journaldemonaco.gouv.mc/Journaux/2022/Journal-8603>